Le mercredi 18 mars 2015, convoqué le conseil municipal pour le mardi 24 mars 2015 à 19 heures.

ORDRE DU JOUR

- Approbation du compte-rendu du 20 novembre 2015
- Nomination d'un secrétaire de séance
- Délibération engagement des crédits de la section d'investissement
- Délibération modificative pour les délaissés A28 (achat terrain ALIS)
- Questions diverses

L'an 2015 et le mardi 24 mars à 19 heures, les membres du conseil municipal de la commune de LA VESPIERE se sont réunis dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M BALLOT, Maire.

Etaient présents : M BALLOT, Maire ; Mrs NOYEAU, PAUL, TISSIER, Adjoints ; M BREDEAUX ; Mme FONTAINE ; M GRENIER ; Mmes HUBLIN, LECLAVIER ; M LECOMTE ; Mmes LEJEUNE, Mme RENAULT. M WIECKOWSKI.

Pouvoir : Mme VIEL à M BALLOT

Absent non excusé : M LEMENAGER

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU 20 NOVEMBRE 2014

M le Maire demande aux membres du conseil leurs éventuels commentaires concernant le compte-rendu du 20 novembre 2014 qui a été joint à la convocation.
Aucune observation n'étant faite celui-ci est adopté à l'unanimité.

NOMINATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

M GRENIER est nommé secrétaire de séance.

DELIBERATION ENGAGEMENT DES CREDITS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

M le Maire informe les membres du conseil de la nécessité de prendre une délibération concernant les engagements de crédits pour la section d'investissement et donne lecture du projet de délibération.

Selon l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales, et dans le cas où le budget d'une commune n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, M le Maire est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

M le Maire est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget 2015.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget 2015, (jusqu'au 30 avril 2015 en l'absence d'adoption du budget avant cette date) M le Maire peut, sur autorisation de son conseil délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2014 non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, M le Maire peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice 2015 par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget 2015 lors de son adoption. M le Trésorier est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes, émis dans les conditions ci-dessus.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil présents et représentés DECIDENT d'autoriser M le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2014 ce jusqu'à l'adoption du budget 2015 par le conseil municipal.

DELIBERATION DELAISSES A28 (ACHAT TERRAIN ALIS)

M le Maire fait un rappel de ce dossier déjà évoqué à plusieurs reprises en conseil. La commune devait acheter les parcelles de terrain appartenant à la Sté ALIS suite au remembrement.

Il a été reçu en mairie un courrier de Maître COLIN, Notaire à Orbec, informant la Commune que les Consorts BAUDOUX avaient un droit de préférence étant propriétaire de bois alentours sur les parcelles cadastrées section B n° 780 et 847.

Suite à ce droit de préférence, les consorts BAUDOUX s'engagent à acheter les parcelles cadastrées section B780 et B 847 , et à rétrocéder à la Commune une partie de la parcelle B 847 selon le bornage effectué par le Cabinet MERCATOR, M BELLANGER, Géomètre expert.

Le coût de la division cadastrale sera supporté par la Commune de LA VESPIERE

Une convention doit être signée entre la Commune de LA VESPIERE et les Consorts BAUDOUX afin d'engager les deux parties.

Après débats, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents et représentés décide d'autoriser M le Maire à signer tous documents utiles et généralement faire le nécessaire.

QUESTIONS DIVERSES

INTERNET

M le Maire informe les membres du conseil de la nécessité de changer notre site INTERNET, celui actuel étant installé sur un seul poste et complètement dépassé.

Un 1^{er} devis a été demandé à la Sté MAGNUS -BERGER LEVRAULT, qui comprend la création et la gestion du site ainsi que les prestations de mise en service et accompagnement à la migration pour le prix de 4550 €

Un 2^{ème} devis a été demandé à la Sté KREA 3 de PONT AUDEMÉR, qui comprend la conception du site, l'assistance à la gestion de l'hébergement, la création graphique –intégration des données, ainsi que des comités de pilotage pour la mise en place pour un montant de 5152 €.

L'avantage de la Sté KREA3 est que cette société a fait la création du site de l'Office du Tourisme ainsi que celui de la Communauté de communes du pays de l'Orbiquet.

La décision sera prise lors du vote du budget le 1^{er} avril 2015.

BUDGET PRIMITIF 2015

M le Maire informe que le budget de l'année 2015 est très serré et que des priorités seront faites.

CCI

M BREDEAUX informe le conseil que lors de la prise de contact avec la CCI de Lisieux pour des demandes de renseignements concernant l'installation et ou création d'entreprises, l'Association ACAI est désignée comme contact et que celle-ci n'est pas forcément favorable pour diriger les personnes vers la zone de Campaugé.

Renseignements seront pris auprès de la CCI par M le Maire.

GPS

Certains membres du conseil signalent que les GPS ne sont toujours pas à jour pour certaines adresses.

PLU I

M le Maire informe les membres du conseil de l'avancement de l'élaboration du PLU Intercommunal et qu'il doit faire un courrier à la Sté PLANIS afin de signaler les différentes observations.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 19 heures 45